



**CNRS Délégation Alpes**

25, Rue des Martyrs

BP166

38042 Grenoble cedex 9 – France

**ULISSE**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**PROCEDURE AOO.03-2025**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**EN TRANSPORT EXPRESS**

**NECESSAIRE AUX ACTIVITES DE L'UAR 2966 ULISSE**

# TABLES DES MATIERES

<b>DEFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE I – CONTEXTE, OBJET ET DEROGATION A L’ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
1.1 - CONTEXTE ET PÉRIMÈTRE DU BESOIN .....	5
1.2 OBJET DE L’ACCORD-CADRE .....	5
1.3 DÉROGATIONS AU PRINCIPE D’EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE DE L’ACCORD-CADRE .....	5
<b>ARTICLE II - DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE III - PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE V - FORME DES NOTIFICATIONS RELATIVES À L’ACCORD-CADRE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE VI – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>8</b>
6.1 NATURE ET TYPE DE TRANSPORT.....	8
6.2 PÉRIMÈTRE DE L’ACCORD-CADRE .....	8
6.2.1 Périmètre d’intervention .....	8
6.2.2 Transports de matières dangereuses .....	8
6.3 OPÉRATIONS DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT .....	9
6.4 EMBALLAGE .....	10
6.5 INTERLOCUTEUR DÉDIÉ .....	10
6.6 GÉOLOCALISATION DE L’ENVOI : TRACKING .....	10
<b>ARTICLE VII – MISE A DISPOSITOIN D’UN PORTAIL WEB.....</b>	<b>11</b>
7.1 CONTENU DU PORTAIL WEB.....	11
7.2 MISE À JOUR DU PORTAIL WEB .....	12
<b>ARTICLE VIII – MODALITÉS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
8.1 DÉLAIS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
8.2 EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	12
8.3 PASSATION ET TRANSMISSION DU BORDEREAU D’ENVOI.....	12
8.4 INFORMATION SUR LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET SERRE.....	13
8.5 EXÉCUTION DE LA PRESTATION DE TRANSPORT .....	13
8.6 ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION .....	14
8.7 GÉNÉRALITÉS ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	14
<b>ARTICLE IX – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION .....</b>	<b>14</b>
9.1 ÉLÉMENTS REMIS PAR LE CNRS .....	14
9.2 AUDIT .....	15
9.3 RAPPORT D’ACTIVITÉ ET ÉTATS STATISTIQUES .....	15
9.5 CONFIDENTIALITÉ, PROTECTION DES DONNÉES ET SÉCURITÉ .....	16
9.6 ENVIRONNEMENT .....	16
<b>ARTICLE X - PRIX DE L’ACCORD-CADRE ET REVISION.....</b>	<b>17</b>
10.1 DÉTERMINATION DES PRIX, FORME ET CONTENU DES PRIX DES PRESTATIONS.....	17
10.3 RÉVISION DES PRIX DE L’ACCORD-CADRE .....	18
10.3.1 Etablissement des prix .....	18
10.3.2 Formule paramétrique de révision.....	18
10.4 PRISE EN COMPTE DES CHARGES DE CARBURANT .....	19
<b>ARTICLE XI – MODALITES DE REGLEMENT APPLICABLES DANS LE PRESENT ACCORD-CADRE.....</b>	<b>19</b>
11.1 FACTURATION ÉLECTRONIQUE .....	19
11.2 PRÉSENTATION DES FACTURES .....	20

11.3 DÉLAI DE RÈGLEMENT .....	20
<b>ARTICLE XII – ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONE A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....</b>	<b>21</b>
12.1 MESURES DE SÉCURITÉ .....	21
12.2 CERTIFICATION ET SÉCURITÉ DES PERSONNES .....	21
12.3 MESURES DE PORTÉE GÉNÉRALE .....	22
<b>ARTICLE XIII – PENALITES APPLICABLES .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE XIV –MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>23</b>
14.1 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE.....	23
14.1.1 Généralités : .....	23
14.1.2 Modifications mineures : .....	24
14.1.3 Modifications majeures .....	24
14.2 MODIFICATIONS DE L’ACCORD-CADRE .....	24
<b>ARTICLE XV – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>24</b>
15.1 RÉSILIATION POUR MOTIF D’INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	24
15.2 RÉSILIATION POUR FAUTE .....	25
15.2.1 Résiliation pour faute sans préavis et sans indemnité.....	25
15.2.2 Résiliation pour faute avec mise en demeure .....	25
<b>ARTICLE XVI – ASSURANCES .....</b>	<b>25</b>
16.1 ASSURANCE - RESPONSABILITÉ CIVILE .....	25
16.2 ASSURANCE RELATIVE AUX MARCHANDISES TRANSPORTÉES .....	26
<b>ARTICLE XVII - LITIGES .....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE XVIII – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>26</b>

## DEFINITIONS

Les termes et expressions employés dans les présentes ont la définition suivante :

« **CNRS** » ou « **UAR2966 ULISSE** » ou « **ULISSE** » : désigne l'unité **ULISSE** (Unité de logistique internationale, service et soutien aux expériences) qui est une unité d'appui à la recherche (**UAR**) du Centre National de la Recherche Scientifique (**CNRS**). Elle organise les opérations de transport et logistique au service des unités de recherche de l'établissement, dans le respect des contraintes spécifiques au matériel et des réglementations en vigueur. Elle est dotée d'une équipe de coordinateurs logistiques expérimentés, certifiés sur les différentes réglementations.

« **Transport express** » : acheminement de plis et de colis en national ou dans le monde entier avec :

- un enlèvement et une livraison de porte-à-porte,
- des délais de livraison rapides (exprimés en jours (par exemple J+1, j+2) et connus à l'avance (Hors délai de douane),
- une prise en charge des formalités administratives et douanières,
- un suivi en temps réel de l'acheminement de l'envoi,
- des solutions informatiques pour gérer les expéditions (éditions de bordereaux d'envoi, des preuves de livraison, des déclarations et documents de douane...).

« **Titulaire** » : la ou les personnes désignées dans l'acte d'engagement (ATTRI 1) de l'Accord-cadre.

« **Accord-cadre** » : désigne le présent contrat conclu entre le CNRS et le Titulaire.

« **Offre** » : désigne l'Offre technique et financière du Titulaire, issue de l'Accord-cadre, complétant les conditions d'exécution des prestations telles que définies dans le présent CCP.

« **Représentant du pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché** » : désigne le représentant du CNRS responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'Accord-cadre.

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant du CNRS chargé de prescrire l'exécution des dépenses.

« **Agent comptable** » : désigne l'Agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur.

« **Bordereau d'envoi** » : lettre de transport aérien. Équivalents : LTA, AWB.

« **Poids du colis** » et « **Poids volumétrique du colis** » : Dans le présent marché, la notion de poids du colis sans autre précision désigne la masse exprimée en Kg. Le Titulaire précise dans le cadre de réponse technique son mode de calcul du poids volumétrique et quel poids il retient.

## ARTICLE I – CONTEXTE, OBJET ET DEROGATION A L'ACCORD-CADRE

### 1.1 - Contexte et périmètre du besoin

Le Centre national de la recherche scientifique est un organisme public de recherche pluridisciplinaire placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Seul organisme multidisciplinaire de recherche français avec ses dix (10) Instituts scientifiques, il participe à faire progresser la connaissance et répond aux grands enjeux de société.

L'organisme réunit plus de 1 100 unités de recherche en France et à l'étranger, près de 33 000 personnels. Le CNRS est également organisé en dix-sept (17) (à ce jour) délégations régionales.

### 1.2 Objet de l'Accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet **la réalisation de transports Express nationaux, intra-communautaires et extra-communautaires, et de dédouanement de tous types de matériels et documents, d'équipements scientifiques, de toute nature, y compris des produits dangereux, des envois avec contraintes de températures sans fourniture d'emballage, des végétaux (à l'exception du transport d'animaux vivants), depuis ou à destination de tous sites, proposés par l'UAR 2966 ULISSE.**

Pour les envois extracommunautaires, **les formalités douanières seront assurées par le prestataire conformément aux instructions données par l'UAR2966 ULISSE.**

L'Accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et a vocation à définir les relations entre le Titulaire et le CNRS.

### 1.3 Dérogations au principe d'exclusivité du Titulaire de l'Accord-cadre

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter la demande de prestations, le CNRS se réserve la possibilité de confier les prestations prévues à un tiers.

## ARTICLE II - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'Accord-cadre prend effet à compter du 1<sup>er</sup> aout 2025 ou, si elle intervient postérieurement, de sa date de notification ou de sa date d'entrée en vigueur indiquée au courrier de notification.

La durée de l'Accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de prise d'effet.

L'Accord-cadre est reconduit tacitement trois fois par période de douze mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois ou à compter de la date à laquelle le montant maximum annuel est atteint.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre, le CNRS a la possibilité de mettre fin à ce dernier, en notifiant au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de la prise d'effet de l'Accord-cadre, sa décision de non-reconduction au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur.

Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution, sans préjudice de ses obligations dans le cadre de l'exécution des bons de commandes qui lui ont été notifiés.

### **ARTICLE III - PROCEDURE, FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE**

L'Accord-cadre est passé en Appel d'offres ouvert en application du 1° de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

Le présent contrat est passé sous la forme de la technique d'achat de l'Accord-cadre en application des articles L2125-1-1°, R2162-1, R2162-4, R2162-13, R2162-14 et R2121-8 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un Accord-cadre mono-attributaire, conclu avec un seul opérateur économique.

L'Accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure des besoins, par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées à l'article 8.2 du présent CCP et conformément aux dispositions des R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000.00 € HT sur la durée totale de l'Accord-cadre (reconductions comprises).

A titre strictement indicatif et non contractuel, la volumétrie et la typologie des envois sont jointes au sein de l'Annexe 2 – Flux Express Local.

### **ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

**Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre est réputée non écrite.**

Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'Accord-cadre sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- **L'acte d'engagement (ATTR11)** et ses éventuelles annexes dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont :
  - L'Annexe 1 à l'acte d'engagement : « le bordereau des prix unitaires » et la grille tarifaire remise du Titulaire ;

- **Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes**, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CNRS fait seul foi :
  - Annexe 1 au CCP : Confidentialité, protection des données et sécurité ;
  - Annexe 2 au CCP : « Flux Express Local » ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, désigné « CCAG-FCS » dans le présent CCP ;
- **L'offre technique du Titulaire notamment constituée par le Cadre de Réponse Technique (CRT)**, dument complété, remis par le Titulaire à l'appui de son offre et ses éventuelles annexes.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'Accord-cadre ;

Ces documents constituent l'intégralité de l'Accord-cadre et des obligations du CNRS et du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'Accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## ARTICLE V - FORME DES NOTIFICATIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, sans préjudice des stipulations du présent CCP s'agissant des notifications relatives à l'exécution des prestations, les notifications des décisions du CNRS et du Titulaire liées à l'Accord-cadre peuvent être formulées par voie électronique, sous forme d'échange de courriers électroniques.

Le CNRS et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet Accord-cadre dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'Accord-cadre.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf, selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- Par courrier électronique avec accusé de réception par retour de courrier électronique.  
Le Titulaire accuse réception du courrier électronique dès qu'il en a connaissance, par retour d'un courrier électronique.

La date et l'heure à prendre en compte pour la réception sont celles portées par le destinataire sur son courrier électronique d'accusé de réception. Le destinataire dispose d'un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées pour en accuser réception.

Si le courrier électronique lui est adressé après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays des représentants du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, si le destinataire n'a pas renvoyé à l'émetteur un accusé de réception du courrier électronique, la date à prendre en compte est celle de la date d'émission ajoutée du délai de soixante-douze (72) heures ouvrées, dans les conditions prévues ci-dessus.

- Via le profil acheteur PLACE [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Dans ce cas, le Titulaire reçoit un courriel de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ». C'est pourquoi, il doit vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » soit accessible en l'intégrant dans sa liste de contacts.

## ARTICLE VI – DISPOSITIONS GENERALES

### 6.1 Nature et type de transport

Le fret consiste en tous types de matériels et documents, d'équipements scientifiques, de toute nature, y compris des produits dangereux, des envois avec contraintes de températures sans fourniture d'emballage, des végétaux (à l'exception du transport d'animaux vivants), depuis ou à destination de tous sites, proposé par l'UAR 2966 ULISSE tels que (liste non exhaustive) :

- Instruments et appareils scientifiques, de mesure...
- Matières dangereuses (produits chimiques, échantillons biologiques y compris sous glace carbonique),
- Matériels informatiques (PC, imprimantes, Unités centrales, écrans, baies informatiques, ...)
- Plis, documents.

### 6.2 Périmètre de l'Accord-cadre

#### 6.2.1 Périmètre d'intervention

Ces transports ont un périmètre géographique d'intervention « **global** ». Par global, on entend vers ou en provenance de toutes destinations proposées par l'UAR 2966 ULISSE :

- Transports express au sein du territoire national métropolitain (y compris la Corse) ;
- Transports express intra-communautaires<sup>1</sup> ;
- Transports express vers et en provenance des territoires de l'Union Européenne soumis à formalités douanières ou fiscalité particulière ;
- Transports express extracommunautaires.

**La liste des pays non desservis ainsi que des exceptions relatives à certains incoterms et au transport de certaines matières dangereuses est fournie dans l'offre du Titulaire.**

#### 6.2.2 Transports de matières dangereuses

Dans le cadre du traitement de l'expédition, le Titulaire assure toutes les opérations liées au traitement de matières dangereuses sur la totalité du périmètre décrit à l'article 6.2.1 du présent CCP.

<sup>1</sup> Dans le présent CCP, le terme intra-communautaire concerne uniquement les territoires membres de l'Union européenne ne faisant l'objet d'aucune formalité douanière ou fiscalité particulière. A titre d'exemple, les départements d'Outre-mer français, concernés par l'octroi de mer, ne sont pas considérés comme intra-communautaires ici.



Le Titulaire assure le transport des marchandises dangereuses (TMD), conformément aux réglementations du transport national et international de marchandises dangereuses par voie routière (ADR) ou aériennes (IATA) et dans les quantités réglementaires autorisées.

Toutes les classes peuvent être transportées à l'exclusion des classes 1, 6.2 catégorie A et 7.

Toute autre exclusion de produit dangereux fait l'objet d'une information dans l'offre du Titulaire.

Les expéditions sous neige carbonique, ou sous conditions spécifiques de température sont également comprises, toutefois elles ne comprendront pas la fourniture d'emballage spécifique ni la recharge en neige carbonique.

Le Titulaire du marché a obligation, pendant toute la durée d'exécution du marché, de s'assurer du respect des conditions de transport des marchandises dangereuses.

**Une personne formée IATA est disponible chez le Titulaire pour toute question concernant le transport de marchandises dangereuses dans son réseau.**

Les conducteurs effectuant des transports de marchandises dangereuses sont en mesure de justifier à tout moment de leur qualification, conformément aux réglementations en vigueur dans le pays d'exécution du transport, auprès du personnel de l'UAR ULISSE qui en ferait la demande.

Contrôle au chargement et au déchargement de matières dangereuses :

Conformément à la réglementation sur le transport des marchandises dangereuses, l'UAR ULISSE, en tant qu'expéditeur, se réserve le droit, lors de la remise des colis, d'effectuer des contrôles de conformité, notamment sur :

- Les véhicules (équipements, agréments, documentation...),
- Le conducteur (formation relative à la nature des marchandises à transporter).

Une déclaration préalable est nécessaire pour faire transporter des marchandises dangereuses. Ces déclarations de matières dangereuses sont réalisées par les agents de l'UAR 2966 ULISSE certifiés IATA.

Aucune marchandise dangereuse ne peut être admise au transport sans l'observation des prescriptions de conditionnement et d'étiquetage, ainsi que l'établissement de la documentation exigée par les réglementations applicables à ce type de transport. Ce conditionnement est réalisé sous la responsabilité de l'UAR ULISSE : le marquage et l'étiquetage des colis transportés sont réalisés par l'expéditeur sous la supervision de l'UAR 2966 ULISSE (agents certifiés IATA) ou par l'UAR 2966 ULISSE directement, pour un envoi ultérieur par l'expéditeur.

### **6.3 Opérations de chargement et de déchargement**

Le Titulaire est responsable des opérations de chargement/déchargement, de calage, d'arrimage/désarrimage de l'envoi.

Les opérations de chargement et de déchargement afférentes aux éventuelles ruptures de charges, passage par un centre de tri notamment, restent de la responsabilité du Titulaire.

## 6.4 Emballage

Les appareillages et matériels transportés sont emballés par le CNRS, selon les règles de l'art, en fonction de leur fragilité.

Le Titulaire peut refuser un colis qui lui apparaîtrait insuffisamment protégé. L'acceptation d'un colis implique de sa part un renoncement à tout recours, pour ce motif, à l'encontre du CNRS en cas de dommage subi par le matériel lors du transport.

## 6.5 Interlocuteur dédié

Le Titulaire dispose d'une « cellule dédiée » au suivi du présent Accord-cadre composée a minima d'un interlocuteur « commercial » et d'un interlocuteur « facturation ».

Cette cellule est le point de contact unique du CNRS et est joignable aux horaires tels qu'indiqués par le Titulaire dans son cadre de réponse technique (CRT). La cellule doit être, a minima joignable 5 jours sur 7, du lundi au vendredi, 6 heures par jour entre 09h00 et 17h00, par téléphone et courrier électronique, elle est chargée des actions suivantes :

- ✓ Répondre à toute sollicitation de la part du CNRS, dans le cadre de son devoir de conseil ;
- ✓ Coordonner l'exécution des prestations par ses agents locaux ou sous-traitants, conformément aux instructions reçues de la part du CNRS ;
- ✓ Résolution de tous les litiges.

Cette cellule est placée sous l'autorité d'un responsable désigné par le Titulaire qui s'assure de son bon fonctionnement. Il est l'interlocuteur privilégié du CNRS pour l'analyse des dysfonctionnements, la résolution des problèmes majeurs et l'amélioration de la qualité du service rendu.

En cas d'absence de cet interlocuteur privilégié, une continuité de service doit être assurée.

Le personnel affecté par le Titulaire à cette cellule est soumis à un devoir de conseil ainsi qu'à un devoir de réserve et de confidentialité sur l'ensemble des prestations réalisées.

Les modalités organisationnelles de la cellule sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Les membres de la cellule dédiée au suivi de l'exécution de l'Accord-cadre sont désignés au plus tard dans les quinze (15 jours) calendaires suivants la notification du présent Accord-cadre.

Avant toute modification des membres de la cellule, le CNRS en est informé par tout moyen dans un délai minimum de 5 jours ouvrés avant la date de prise d'effet.

En cas de non-respect des modalités d'information liées à un changement d'un membre de la cellule dédiée, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité fixée à l'article XIII *Pénalités applicables* du présent CCP.

## 6.6 Géolocalisation de l'envoi : tracking

Afin d'avoir un suivi des expéditions en temps réel et de s'assurer du bon acheminement des envois, le Titulaire met à disposition du CNRS une plateforme dédiée à cette activité.

Le suivi en ligne instantané est disponible à tout moment de la journée.

Le suivi des envois, (géographique et douanier) est réalisé par le Titulaire, le CNRS se réservant la possibilité de l'interroger à tout moment pour connaître les positions en temps réel et les étapes réalisées.

En cas d'incident durant la réalisation de la prestation, le Titulaire s'engage à donner toute information utile à ULISSE dès la première sollicitation.

Les modalités de ce suivi sont fournies dans le cadre de réponse technique du Titulaire (tracking par internet, logiciel, autres...).

Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas d'indisponibilité ou de maintenance de la plateforme de géolocalisation.

## ARTICLE VII – MISE A DISPOSITOIN D'UN PORTAIL WEB

### 7.1 Contenu du portail Web

Pour toute demande de prestation, le Titulaire met à disposition de l'UAR2966 ULISSE un portail Web permettant l'émission de la demande de transport, au moyen d'un ou plusieurs **compte(s) client dédié(s) à ULISSE**.

Le compte client doit permettre au minimum d'éditer des bordereaux d'envoi.

Ce compte client permet à l'unité ULISSE de créer en autonomie des accès utilisateurs (identifiant + mot de passe) pour accéder au portail web du Titulaire. Plusieurs utilisateurs peuvent se connecter simultanément au portail web du Titulaire.

Le compte client est créé par le Titulaire et doit être opérationnel dans un délai maximum de quatre semaines calendaires à compter de la notification de l'Accord-cadre. En cas de modification en cours d'année (rare et ponctuelle), les mises à jour sont à opérer sous 2 semaines maximum.

Le portail web présente l'ensemble des éléments techniques constitutifs des prestations objets de l'Accord-cadre. L'interface garantit la cohérence des éléments techniques sélectionnés.

L'interface précise le prix correspondant à la prestation souhaitée dans le respect du bordereau de prix unitaires et de la grille tarifaire en cours de validité, y compris toute surcharge ou taxe (dont surcharge fuel).

L'interface inclut et présente l'ensemble de la documentation commerciale, technique et environnementale. Le détail de l'impact CO2 lié à chaque transport visible à partir du portail web est souhaitable.

Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas d'indisponibilité ou de maintenance du portail web.

Les modalités du portail web sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

## 7.2 Mise à jour du portail Web

Le Titulaire tient à jour le portail web sur le plan technique et financier.

Le cas échéant, les mises à jour liées aux évolutions des BPU et grille tarifaire dans le cadre des révisions de prix se font à la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs, soit pour la première fois le 1 janvier 2027 puis, les fois suivantes, le 1 janvier de chaque année.

Les mises à jour liées aux évolutions de la surcharge-fuel sont intégrées mensuellement par le Titulaire dans son portail web.

## ARTICLE VIII – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 8.1 Délais d'exécution des prestations

Le délai de livraison s'entend comme le délai compris entre l'enlèvement du colis et la livraison du colis.

En tenant compte du temps réel d'acheminement entre le lieu d'enlèvement et le lieu de livraison et conformément à la législation en vigueur, les délais de livraison s'expriment en heures et en jours ouvrés, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 sauf en cas de jours fériés, chômés et interdictions de circulation légales.

Deux niveaux de service sont proposés par le Titulaire :

- 1 service avec livraison en matinée dit à horaire imposé (*horaire maximum de livraison tel qu'indiqué par le Titulaire dans le cadre de réponse technique et la grille tarifaire – sans dépasser 13h*) ;
- 1 service avec délai classique dit à horaire classique.

Les délais tels qu'indiqués dans le cadre de réponse technique du Titulaire sont contractuels et ces délais engagent le Titulaire quant au traitement des envois.

Pour les cas où les délais ne peuvent pas être respectés (trop courts, impondérables ...) ainsi qu'en cas de litige, le Titulaire informe formellement ULISSE, sans délai et par tout moyen.

### 8.2 Emission des bons de commande

Pendant la durée de validité de l'Accord-cadre, telle que précisée à l'article II ci-avant, l'émission des bons de commandes est réalisée au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes sont passés en application de l'article R2162-13 du Code de la commande publique.

Chaque prestation donne lieu à l'émission d'un bon de commande.

### 8.3 Passation et transmission du bordereau d'envoi

A l'initiative de l'UAR2966 ULISSE, une demande de prestation est envoyée de manière dématérialisée au Titulaire.

Cette demande de prestation précise tous les éléments permettant au Titulaire d'effectuer le transport selon la grille tarifaire contractuelle.

Un chiffrage prévisionnel de la prestation est indiqué systématiquement à chaque demande.

Pour chaque demande de prestation saisie par ULISSE sur le portail web du Titulaire, le bordereau d'envoi en ligne est automatiquement rattaché au compte client d'ULISSE.

Le Titulaire accuse réception du bordereau d'envoi selon les modalités décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

#### **8.4 Information sur les émissions de gaz à effet serre**

Conformément à l'article 8.3 du présent CCP, pour chaque demande de prestation envoyée au Titulaire, celui-ci peut fournir une information sur les émissions de CO<sub>2</sub>e, idéalement via l'interface de commande.

ULISSE se réserve le droit de transmettre cette information à l'ensemble des parties prenantes de la prestation (demandeur, expéditeur, destinataire, payeur).

Le mode de calcul de ces émissions est transmis annuellement dans le volet environnemental du rapport annuel d'activité.

#### **8.5 Exécution de la prestation de transport**

Le Titulaire exécute la prestation dans les conditions définies par ULISSE, qui est son unique interlocuteur.

Les prestations sont exécutées depuis l'une des unités de recherche du CNRS ou depuis tout autre lieu désigné par l'UAR2966 ULISSE.

Les obligations respectives de l'UAR2966 ULISSE et du Titulaire sont déterminées selon l'Incoterm 2020 qui lui est notifié sur le bordereau d'envoi et/ou sur la facture accompagnant le matériel.

Toute modification de la prestation, après le début de son déroulement, reçoit l'approbation de l'UAR2966 ULISSE.

Le Titulaire est seul responsable du choix et du bon déroulement des actes des sous-traitants ou correspondants éventuels qu'il peut être conduit à utiliser pour traiter une opération.

A l'exclusion des importations où le Titulaire peut contacter en direct l'expéditeur afin d'organiser l'enlèvement, l'UAR2966 ULISSE est l'interlocuteur unique du Titulaire.

Les colis remis au Titulaire sont accompagnés de la documentation nécessaire à la réalisation de l'envoi (document douanier, liste de colisage, déclaration de matières dangereuses et autres documents indispensables à l'expédition).

L'obligation essentielle du Titulaire consiste à organiser, réaliser et assurer le suivi des transports sur le territoire national, intracommunautaire et international.

Les transports concernés sont de tous types de poids, volumes, dimensions, vers toutes destinations ou en provenance de toutes origines, y compris les produits dangereux, les produits transportés sous conditions de température (les limites techniques &/ou géographiques de ces transports, ainsi que les exclusions de toute nature seront expressément définies).

## **8.6 Achèvement de la prestation**

Les preuves écrites de la livraison des marchandises à destination sont systématiquement communiquées par le Titulaire à l'UAR ULISSE.

Les modalités de transmission de la preuve de livraison sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Le Titulaire fournit, pour chaque opération, tous les documents (P.O.D [Proof of Delivery], LTA, documents douaniers).

Tous les litiges, difficultés, retards rencontrés dans la réalisation de la prestation sont signalés à ULISSE et confirmés par écrit.

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives, le CNRS prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet prévue à l'article 25 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire sont réalisées dans un délai de trois jours suivant la livraison.

## **8.7 Généralités et conditions de livraison**

Les plages horaires d'enlèvement et de livraison sont définis par le Titulaire depuis l'interface du portail web dédié.

Par dérogation aux dispositions de l'article 21.2 du CCAG-FCS, la preuve de livraison doit faire apparaître :

- La date d'expédition et la date de livraison
- Le destinataire et sa signature
- L'adresse de livraison
- La référence de la prestation
- La référence du bordereau d'envoi
- L'identification du Titulaire.

Le transport et la livraison sont confiés au Titulaire.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de la livraison sont à la charge et sous la responsabilité du Titulaire.

# **ARTICLE IX – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

## **9.1 Éléments remis par le CNRS**

Une réunion de lancement se tiendra dans les quinze (15) jours suivants la notification de l'Accord-cadre.

A cet effet le CNRS fournit les éléments suivants :

- La liste et les coordonnées du ou des comptes à créer,
- La liste du (des) contacts et ses (leurs) coordonnées, (email, téléphone).

La liste et les coordonnées des comptes peuvent évoluer au cours de l'exécution de l'Accord-cadre.

## **9.2      Audit**

Le CNRS se réserve la possibilité de procéder à des audits sur les prestations fournies par le Titulaire, sous réserve d'un préavis de quarante-huit (48) heures.

Ces audits portent notamment sur la concordance entre les factures présentées par le Titulaire au CNRS et les tarifications présentées dans l'offre du Titulaire. Le Titulaire laisse libre accès à l'ensemble des informations et pièces nécessaires à la réalisation de l'audit.

En cas de manquement aux obligations fixées à l'Accord-cadre, confirmé lors d'un examen contradictoire, le Titulaire met en place les actions correctives nécessaires dans le délai convenu avec le CNRS. Passé ce délai, la résiliation de l'Accord-cadre peut être prononcée dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-FCS.

## **9.3 Rapport d'activité et états statistiques**

Le Titulaire s'engage à fournir au CNRS annuellement, dans un délai de deux mois suivant la date anniversaire de prise d'effet de l'Accord-cadre, un rapport d'activité et des états statistiques établis à différents niveaux de consolidation :

- ✓ Par typologie de marchandises : documents ou colis
- ✓ Par destinations ou provenances (national, intra-communautaire, international)

Ces états statistiques comprennent notamment :

- Le chiffre d'affaires annuel, par prestation,
- Le nombre de colis expédiés par expéditeur/destinataire,
- Le coût par livraison comprenant le montant des transports et le montant des droits et taxes,
- Les mois d'expédition,
- Les lieux de chargement et de déchargement (ville et pays),
- Le poids des colis,
- Le nombre de demandes traitées,
- L'écart entre les dimensions et le poids déclarés par l'expéditeur et ceux effectivement pris en compte.

Ces statistiques détaillent les différentes consommations. Elles doivent être transmises au format EXCEL (.xlsx, .xls).

Le Titulaire fournira également un rapport d'activités des prestations permettant de mesurer les dysfonctionnements constatés, en particulier :

- Les retards,
- Les anomalies et incidents rencontrés,
- Les litiges de transports et de droits et taxes.

Le Titulaire, au vu des statistiques et du rapport d'activité, proposera également un plan de progrès visant à améliorer la qualité des prestations et la performance économique, sans que cela n'entraîne de surcôt pour le CNRS.

Ces transmissions doivent être effectuées aux adresses suivantes : [logistique@ulisse.cnrs.fr](mailto:logistique@ulisse.cnrs.fr) et [a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr).

En cas de non transmission par le Titulaire des documents et livrables, visés au présent article, dans les délais prévus ci-dessus, ce dernier pourra se voir appliquer des *Pénalités pour non transmission du rapport d'activité et des états statistiques*, prévues à l'article XIII *Pénalités applicables* du présent CCP.

Cependant, la bonne foi du Titulaire dans les informations transmises et/ou les justifications fournies, sera prise en compte et pourra conduire à la non-application des pénalités.

## 9.5 Confidentialité, protection des données et sécurité

Certaines données transmises par le CNRS au Titulaire en application du présent Accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent Accord-cadre et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

Toutes les obligations relevant notamment de ce périmètre sont décrites dans l'annexe 1 au CCP relative à la confidentialité, à la protection des données et à la sécurité.

L'attention du Titulaire est attirée sur les mesures à prendre pour la réalisation des prestations sur un site classé en Zone à Régime Restrictif (ZRR), et au titre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST) au sens des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011, du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) et de la circulaire interministérielle de mise en œuvre du dispositif de PPST en date du 7 novembre 2012.

## 9.6 Environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, sur simple demande du CNRS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le CNRS afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'Accord-cadre, au titre d'une clause de réexamen, en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter la condition d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Les engagements du Titulaire en matière de développement durable sont tels que précisés dans Cadre de réponse technique du Titulaire.



Le Titulaire élaborera annuellement **un rapport environnemental** qui se décomposera en deux sections :

- Un Bilan carbone annuel ;
- Un plan d'actions qui présentera de manière concrète et personnalisée, les actions mises en œuvre en vue de diminuer sa consommation de carburant, et par voie de conséquence, ses émissions de CO2.  
Les actions peuvent porter par exemple sur un meilleur entretien des véhicules, le renouvellement régulier des véhicules ou la formation des chauffeurs à l'écoconduite.

A ce titre le Titulaire s'engage à communiquer chaque année ce rapport environnemental, dans un délai de deux mois suivant la date anniversaire de prise d'effet de l'Accord-cadre, aux adresses suivantes : [logistique@ulisse.cnrs.fr](mailto:logistique@ulisse.cnrs.fr) et [a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr).

En cas de non-respect des engagements pris, une notification de mise en demeure sous délai de 15 jours sera adressée au Titulaire.

L'inobservation de cette obligation pourra conduire à l'application de pénalités dont les modalités sont fixées à l'article XIII du présent CCP.

## ARTICLE X - PRIX DE L'ACCORD-CADRE ET REVISION

### 10.1 Détermination des prix, forme et contenu des prix des prestations

Les prix des prestations sont des prix nets unitaires en euros hors taxes (HT).

Le Titulaire s'engage à respecter les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et à sa grille tarifaire portant sur tous les types de prestations entrant dans le périmètre de l'Accord-cadre. Les prix indiqués au BPU doivent être conformes à la grille tarifaire proposée par le Titulaire.

La grille tarifaire du Titulaire remise dans le cadre de son offre fait apparaître *a minima* les éléments suivants :

- La tranche de poids à expédier ;
- Les pays et les villes desservis ;
- Le tarif national (pour une livraison à horaire imposé ET pour une livraison à horaire classique) ;
- Le tarif relatif aux livraisons intracommunautaires (pour une livraison à horaire imposé ET pour une livraison à horaire classique) ;
- Le tarif relatif aux livraisons extracommunautaires ;
- Les transports sous contrainte de température ;
- Les limites et toute précision permettant d'inclure ou d'exclure un produit dangereux ;
- Le mode d'intégration des éléments réglementaires de facturation comme par exemple sureté ou surcharge fuel ;
- Le dédouanement en importation définitive ou exportation définitive ;
- Les précisions des limites de prise en charge et les majorations éventuelles.

Les conditions dans lesquelles s'effectueront les expéditions ainsi que les limites de garanties sont telles que décrites dans le cadre de réponse technique du Titulaire.

Tous les coûts sont répertoriés dans le BPU ou dans la grille tarifaire.

Le prix appliqué correspond au prix affecté à la tranche de poids à expédier et au délai de livraison choisi.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix pour l'ensemble des destinations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations exécutées en Europe et à l'international, ainsi que tous frais afférents à celles-ci.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, hors surcharge fuel et droits et taxes.

Aux prix hors taxes ainsi déterminés, s'applique la TVA au taux en vigueur au jour du règlement.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

<b>10.3 Révision des prix de l'Accord-cadre</b>
---

#### **10.3.1 Etablissement des prix**

Les prix du présent Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt des offres inscrit au règlement de consultation du présent Accord-cadre, dit mois 0.

#### **10.3.2 Formule paramétrique de révision**

Les tarifs applicables au BPU et à la grille tarifaire présentés par le Titulaire, sont fermes et restent en vigueur de la date de notification de l'Accord-cadre jusqu'au 31/12/2026.

Le cas échéant, la première révision de prix prendra effet à compter du 01/01/2027 puis le 01 janvier de chaque année d'exécution de l'Accord-cadre.

La révision des prix s'effectue au niveau de l'Accord-cadre. Les prix dûment révisés s'appliquent à l'ensemble des lignes du bordereau des prix de l'Accord-Cadre et de la grille tarifaire transmise par le Titulaire.

Chaque année, le Titulaire communique ses nouveaux tarifs à l'UAR2966 ULISSE et au Service Financier Achat et Comptable de la Délégation Régionale Alpes du CNRS par courriel avec accusé de réception ([logistique@ulisse.cnrs.fr](mailto:logistique@ulisse.cnrs.fr) et [a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr)) au plus tard deux (2) mois avant le 1er janvier (soit le 31 octobre), date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times ((0,25 + (0,75 * (I_n / I_{no})))$$

Où

P= Prix révisé en euros hors taxes.

P<sub>o</sub> = Prix initial de l'Accord-cadre en euros hors taxes pour la première révision, puis pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente.

I<sub>n</sub> = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.29 – Messagerie, fret express – base 2021 (identifiant n° 010766773), dernier indice trimestriel connu, publié et définitif à la date de la révision.

Ino = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.29 – Messagerie, fret express – base 2021 (identifiant n° 010766773), indice trimestriel connu et publié à la date du mois (m0) de dépôt des offres inscrit au règlement de la consultation pour la première révision, puis pour les révisions suivantes, le dernier indice connu, publié et définitif résultant de la révision précédente.

En cas de modification ou de suppression de tout ou partie des indices précédents, les nouveaux indices pris en compte seront notifiés au Titulaire qui disposera alors d'un délai de 30 jours calendaires pour formuler ses observations.

Les indices sont consultables sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766773>)

Le CNRS dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour formuler ses observations, passé ce délai les nouveaux prix deviennent contractuels et applicables au 01 janvier.

Le Titulaire transmet à ULISSE ([logistique@ulisse.cnrs.fr](mailto:logistique@ulisse.cnrs.fr)) 30 jours avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée, la grille tarifaire révisée au format Excel.

Le prix des transports en cours d'exécution à la date de la révision des prix ne sera pas concerné par cette dernière.

#### **10.4 Prise en compte des charges de carburant**

Les charges de carburant peuvent être révisées mensuellement ou annuellement.

### **ARTICLE XI – MODALITES DE REGLEMENT APPLICABLES DANS LE PRESENT ACCORD-CADRE**

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original.

#### **11.1 Facturation électronique**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes, étant précisé que la première modalité est vivement recommandée pour limiter les erreurs de saisie, faciliter ainsi le traitement des factures par le CNRS, et donc accélérer le délai de paiement :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'adresse de facturation suivante :

CNRS-SCTD  
1697  
TSA 51003  
F-54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, le Titulaire veille :

- Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur les factures au regard du code du commerce (articles L.441-3 et R.123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289, article 242 et article 242 *nonies* de l'annexe II) ;
- A faire apparaître sur ses demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS et le numéro de marché

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

## 11.2 Présentation des factures

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Le numéro de l'Accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de bordereau d'envoi et n° de la prestation ULISSE;
- La date de livraison ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

Les factures sont aussi consultables sur le portail web du Titulaire, y compris les documents annexes comme les preuves de livraison et les documents douaniers.

Il sera apprécié l'émission d'une facture par bordereau d'envoi.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

## 11.3 Délai de règlement

Les sommes dues (y compris au titre des « droits et taxes ») sont payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures déposées conformes sur la plateforme ChorusPro.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par le Titulaire. À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

A compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, il est ouvert de plein droit au Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28/01/2013 et de son décret d'application n°2013-269 du 29/03/2013. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

## **ARTICLE XII – ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONE A REGIME RESTRICTIF (ZRR)**

### **12.1 Mesures de sécurité**

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le code pénal et le décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

### **12.2 Certification et sécurité des personnes**

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dqdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

<b>12.3 Mesures de portée générale</b>
--

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent accord-cadre ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre. L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation à ses torts sans indemnité de l'accord-cadre.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'accord-cadre sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

## **ARTICLE XIII – PENALITES APPLICABLES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des conditions d'exécution de l'Accord-cadre, le CNRS se réserve le droit d'appliquer au Titulaire des pénalités sans mise en demeure préalable, conformément à ce qui suit :

- Cent euros hors taxes (100 € HT) forfaitaires, pour tout retard supérieur à deux jours ouvrés dans l'information du CNRS, de litiges, difficultés, retards rencontrés dans la réalisation de la prestation et à compter de sa survenance, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- Trois cents euros hors taxes (300€ HT) forfaitaire, pour indisponibilité du portail web et/ou du portail de tracking au-delà de 12 heures consécutives, constaté par le CNRS, sauf accord contraire préalable matérialisé par un acte formel du CNRS.
- Mille cinq cents euros hors taxes (1 500€ HT) pour non transmission du rapport annuel et environnemental dans le délai imparti, constaté par le CNRS, tel que prévu dans le présent Accord-cadre.
- Mille euros (1 000 euros HT) conformément aux articles 2.7 et 4.3 de l'annexe 1 « Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité ».

NB : L'indisponibilité commence à courir à compter de la constatation, par le CNRS, de l'impossibilité d'accéder au service, hors maintenance. Le Titulaire doit avertir le CNRS au moins 24h à l'avance en cas de maintenance.

Toutes les pénalités sont forfaitaires et s'entendent en jours calendaires. Afin de déclencher les pénalités, le délai exprimé en jours calendaires expire à minuit le dernier jour du délai. Ces délais fixés en jours calendaires incluent les samedis, dimanches et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à trois cents (300,00) euros HT.

## **ARTICLE XIV –MODIFICATIONS DANS LE CADRE DE L'ACCORD-CADRE**

### **14.1 Modifications relatives au Titulaire**

#### **14.1.1 Généralités :**

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du représentant du CNRS, signataire de l'Accord-cadre ([a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr](mailto:a.sfc-marche@fr11.cnrs.fr) et [logistique@ulisse.cnrs.fr](mailto:logistique@ulisse.cnrs.fr)).

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN original, etc.).

#### **14.1.2 Modifications mineures :**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ; modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications doivent néanmoins être communiquées aux représentants du CNRS, signataires de l'Accord-cadre dans les plus brefs délais.

Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

#### **14.1.3 Modifications majeures**

Le Titulaire doit informer le CNRS, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre et produire les documents et renseignements demandés concernant l'entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession, celle-ci fait l'objet d'une modification de l'Accord-cadre constatant son transfert au nouveau Titulaire.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter l'Accord-cadre.

### **14.2 Modifications de l'Accord-cadre**

Les dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées à l'Accord-cadre.

Une clause de réexamen est prévue en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique au titre d'une évolution réglementaire et/ou législative.

## **ARTICLE XV – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

### **15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le CNRS peut mettre fin à tout moment à l'exécution de l'Accord-cadre, pour un motif d'intérêt général. L'arrêt d'exécution est notifié au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou par voie dématérialisée via le profil acheteur et un préavis de trois (3) mois.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'Accord-cadre n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité.



### **15.2.1 Résiliation pour faute sans préavis et sans indemnité**

Le CNRS se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre à tout moment, sans préavis et sans indemnité, par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS dans les cas suivants :

- En cas de non-respect des obligations de confidentialité énoncées à l'article 9.5 du présent CCP ;
- En cas de non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité prévues aux articles 12.1 du présent CCP ;
- En cas de non-remise de l'attestation d'assurance dans le délai imparti, tel qu'indiqué à l'article 16.1 du présent CCP.

Par ailleurs, l'Accord-cadre est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du Titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations ci-dessus listées définies au présent CCP ; postérieurement à la signature de l'Accord-cadre, si les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'Accord-cadre, s'avèrent inexacts.

### **15.2.2 Résiliation pour faute avec mise en demeure**

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS relatives à la résiliation s'appliquent en complément des dispositions ci-après.

Le CNRS peut résilier l'Accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le CNRS informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

<b>ARTICLE XVI – ASSURANCES</b>
---------------------------------

<b>16.1</b>	<b>Assurance - Responsabilité civile</b>
-------------	--

Sur demande du CNRS le Titulaire de l'Accord-cadre peut être amené à produire une attestation d'assurance, portant mention de l'étendue de la garantie, couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du CNRS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la demande du CNRS (lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via le profil acheteur ou simple mail).

La non-remise de cette attestation peut donner lieu à la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, après mise en demeure de fournir son attestation d'assurance en cours de validité.

## **16.2 Assurance relative aux marchandises transportées**

Les risques liés au transport des envois sont couverts par une police d'assurance souscrite par le CNRS. Ces marchandises sont systématiquement assurées, ad valorem, tous risques, sans franchises.

Les litiges sont traités selon les procédures habituelles, par le CNRS et/ou son assureur.

Le Titulaire transmet en temps utile toutes les informations nécessaires au traitement de ces litiges.

Le CNRS n'aura donc pas recours à l'assurance proposée par le prestataire. Il serait souhaitable qu'il puisse paramétrer par défaut l'absence d'assurance dans son interface de commande.

## **ARTICLE XVII - LITIGES**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet de l'Accord-cadre.

Le CNRS et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'Accord-cadre ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes.

Le tribunal compétent dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre est le Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38022 Grenoble Cedex.

## **ARTICLE XVIII – DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS selon le tableau ci-après :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
IV – Pièces constitutives de l'Accord-cadre	4.1 Ordre de priorité des pièces contractuelles
V – Forme des notifications relatives à l'Accord-cadre	3.1 Forme des notifications et informations
8.7 Généralités et conditions de livraison	21.2 Bon de livraison
XIII – Pénalités applicables	14.1.1 invitation du Titulaire à présenter ses observations et mode de calcul des pénalités de retard. 14.1.3 exonération des pénalités < 1 000 € pour l'ensemble du marché.
XV – Résiliation de l'accord-cadre	41.1 « Résiliation pour faute du titulaire » 42 « Résiliation pour motif d'intérêt général »